



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 3 mai 2016

La seule voie

L'Assemblée nationale est appelée à se prononcer sur la loi Travail de Hollande-Valls-El Khomri.

Depuis près de deux mois, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées contre ce projet de loi dans une succession de manifestations, de débrayages, de grèves à travers tout le pays. Le rejet de ce projet était encore au centre des manifestations du 1er Mai. Il est partagé par la grande majorité de la population et par la quasi-totalité de ceux, salariés d'aujourd'hui et de demain, qui en seront les victimes. Et pour cause : il officialise plusieurs années de régression sociale.

Le grand patronat n'a pas attendu la loi El Khomri pour licencier, pour imposer la flexibilité, pour n'embaucher pratiquement qu'en intérim ou en CDD. Il veut maintenant une loi qui bénisse une pratique déjà répandue. La législation du travail serait désormais vidée du peu de substance qu'elle avait pour être remplacée par la loi privée décidée par le patron dans chaque entreprise.

Alors, oui, pour les salariés, il y avait de quoi réagir ! Nous n'avons que trop tardé car ce projet de loi n'est que le couronnement ou, plus exactement, la dernière en date de toutes les mesures anti-ouvrières que le gouvernement a imposées au fil des ans, tout en servant la soupe au grand patronat.

Eh bien, malgré l'hostilité évidente du monde du travail sur cette question, il appartiendra à 577 députés, toutes étiquettes confondues, de décider si cette loi s'appliquera ou pas.

On nous dit que c'est cela, la démocratie. On nous dit que les députés représentent le pays tout simplement parce qu'ils ont été élus il y a quatre ans. Peu importe que ces prétendus représentants, du président de la République aux députés de la majorité qui vont décider, aient été élus en disant une chose et en faisant l'inverse. Ils peuvent se renier, promettre pour se faire élire d'attaquer la finance et passer leurs cinq ans de mandat à frapper uniquement les salariés en se mettant à plat ventre devant le grand patronat, c'est quand même la démocratie. Quelle impudence !

Ce ne sont même pas les députés élus qui décident, en réalité. Il n'y a qu'à voir toutes les pressions, toutes les manipulations pour faire rentrer dans le rang même ceux des députés de la majorité qui semblent un tant soit peu récalcitrants. Il faut dire qu'il n'est pas

difficile de les amener à l'obéissance : leur carrière politique, leurs petits privilèges en dépendent.

Non, le véritable pouvoir ne leur appartient pas. Il appartient à ceux qui ne sont pas obligés d'en passer par le Parlement pour avoir l'oreille du sommet de l'État et du gouvernement. Ceux qui décident, ce sont ceux de la grande bourgeoisie, qui ont assez de capitaux pour faire directement la loi dans leurs entreprises et pour contraindre le pouvoir à exécuter la politique qu'ils veulent. Et ces gens-là, les Peugeot, Dassault, Bolloré, Arnault, Pinault, ne tiennent pas leur pouvoir des élections.

Voilà pourquoi tous ceux du monde politique nous mentent qui nous répètent que, pour avoir un gouvernement qui mène une politique correspondant aux intérêts de la majorité, il faut bien voter. C'est une contre-vérité flagrante. Et tous ceux qui prétendent changer les choses s'ils sont élus occultent leurs trahisons passées ou préparent leurs trahisons futures.

Le mouvement de protestation qui est engagé depuis deux mois contre la loi Travail est certes encore limité. Mais il va dans le bon sens. La seule façon de contrecarrer le pouvoir du grand capital est de lui opposer la force du monde du travail.

Cette force est immense. Ce sont les travailleurs qui font marcher toute l'économie, jusques y compris la pompe à profits qui permet aux actionnaires des grandes entreprises de s'enrichir sans rien faire de leurs dix doigts.

Du fait de leur nombre et de leur place irremplaçable dans l'économie, les travailleurs ont le pouvoir d'arrêter le fonctionnement de cette économie capitaliste, où une petite minorité, la bourgeoisie, peut s'approprier ce que le travail de millions de personnes fabrique, crée ou rend utile.

Les travailleurs, en réalité, peuvent même faire mieux : écarter la bourgeoisie du pouvoir politique, l'exproprier et prendre en main la direction de l'économie.

Alors, il faut que le mouvement perdure et que de plus en plus de salariés prennent conscience que l'exploitation, les inégalités sociales ne sont pas des lois de la nature. Il faut qu'ils prennent conscience de leur force collective. C'est la seule voie pour pouvoir contrecarrer la toute-puissance de l'argent.

SMV : Système Maxi Véreux

Des jeunes en Service Militaire Volontaire (SMV) sont arrivés en logistique dans le cadre d'une convention signée entre l'armée et PSA.

Officiellement, il s'agit de former des jeunes. Mais dans les faits ces jeunes ne touchent qu'une solde militaire de 300 euros par mois, payée par nos impôts. Ça ne coûte rien à PSA qui leur fait tenir des postes 7 h par jour sans leur verser un seul euro.

Travailler sans salaire, sous prétexte de stage, souhaitons que ça forme ces jeunes à la révolte contre l'exploitation !

Encore un accident sur le parking

Pour la 2^{ème} fois en quelques semaines, il y a eu une collision voiture-piéton sur le parking. Points communs entre les deux accidents : Ils se sont produits à la sortie de l'équipe d'après-midi, après 7 h de travail dans les jambes, avec un parking mal éclairé.

Il y a quelques mois à PSA Mulhouse dans des circonstances similaires, l'accident a été mortel.

Par ici la sortie ?

Les travailleurs dits en métier sensible qui disposent d'une adresse mail PSA reçoivent des offres de reclassement. Il est même possible de calculer sa prime de départ, une misère !

De plus certains hiérarchiques se permettent de vouloir nous emmener par la main à la cellule de reclassement. Pensez-ils ainsi sauver leur peau ?

La direction voudrait nous voir partir. Il se pourrait qu'elle nous voit en colère.

Le patron ne fait pas de sentiment

Au bâtiment 6, usinage carters DW, une deuxième équipe de production samedi-dimanche va être mise en place. Mais en plus de la perte de salaire par rapport aux 2X8, les horaires prévus faisaient qu'un week-end sur deux, il n'y aurait eu aucune possibilité de voir, même un peu, ses amis ou sa famille.

Face aux réticences des travailleurs concernés, la direction s'est engagé à proposer des horaires un peu moins délirants.

200 fois plus !

En 1989, le PDG de PSA Calvet s'était augmenté son salaire de 46 %. A l'époque, il gagnait 30 fois le salaire d'un ouvrier de PSA et cette augmentation avait fait scandale.

En 2016, Tavares gagne 200 fois le salaire ouvrier et il s'est doublé ses revenus. On a 200 fois plus de raisons de se mettre en colère !

Démocratie capitaliste

76,5% des actionnaires ont approuvé l'augmentation de salaire de Tavares.

Si on votait pour les augmentations de salaire dans les bureaux et les ateliers, le résultat serait favorable à 100%. Et ce serait bien plus justifié !

« Ça va mieux » dit Hollande

Louis Gallois, président du conseil de surveillance de PSA, a jugé « équilibrée » la rémunération de Tavares. Le représentant de l'Etat trouve bien que le PDG ait son salaire doublé pendant que les nôtres sont bloqués. C'est bien à l'image du gouvernement qui trouve « équilibré » que les patrons s'enrichissent sur notre dos.

Toujours plus pour toujours moins

PSA compte encore réduire de 700 € le coût de production de chaque véhicule.

700 € par véhicule, c'est moins de salaires, moins de travailleurs et du boulot par-dessus la tête pour ceux qui ont gardé le leur.

Les patrons ne sont pas des apprentis

Le métier de technicien est classé « sensible ». Pourtant plusieurs dizaines d'apprentis occupent ces emplois alors qu'en théorie ils sont là pour apprendre.

Dans les faits ils font le travail de ceux qui ont été poussés à partir. La différence ? Les apprentis ne touchent qu'entre 600 et 900 euros par mois...

FN, un parti profondément anti ouvrier

Éric Vilain, conseiller régional FN, réclame ni plus ni moins que « l'interdiction de la CGT » à cause d'une affiche du syndicat. Cette affiche dénonce les violences policières lors des manifestations contre la loi El Khomri et dit « la police doit protéger les citoyens et non les frapper. Stop à la violence ! ». Rien de méchant.

Derrière le sourire de Marine Le Pen, les idées d'extrême droite du FN ne sont pas bien loin.

Vive la Fête les 14-15 et 16 mai !

Le week-end de la Pentecôte, venez à la fête de Lutte ouvrière, un grand rassemblement populaire qui se déroule à Presles dans le Val d'Oise.

Demandez votre carte à l'avance : elle ne coûte que 15 euros (20 euros sur place).

La collecte organisée il y a quinze jours à la porte de l'usine a rapporté 116 euros. Merci à tous ceux qui ont versé et permettent à ce bulletin de paraître.